

La 13^e réunion du Réseau de points focaux de gouvernements du Mouvement SUN a eu lieu entre le 24 et le 31 mars 2014. La réunion était articulée autour de neuf téléconférences de deux heures chacune, dont cinq en anglais, trois en français et une en espagnol.

Y prenaient part 221 participants de 40 pays [Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo-Brazzaville, Congo (RDC), Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guatemala, Ghana, Guinée-Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, République démocratique populaire du lao, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Pakistan, Pérou, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Vietnam, Zambie, et Zimbabwe]. L'État indien du Mahārāshtra comptait également parmi les participants. Les intervenants des Comores, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Liberia, du Myanmar, du Nigeria, du Rwanda, du Sud-Soudan et du Yémen n'ont pas pu s'y joindre.

En outre, 40 % des 221 participants venaient des organismes gouvernementaux, 37 % des entités des Nations unies, 16 % de la société civile (dont plusieurs du milieu universitaire) et 5 % des donateurs bilatéraux.

L'ordre du jour de la réunion était le suivant : 1) débat sur la *mobilisation sociale, la communication et le plaidoyer pour le renforcement de la nutrition* ; 2) bilan des progrès des pays SUN au regard des quatre processus de changement institutionnel, et 3) échange de vues sur les grandes priorités du Secrétariat du Mouvement SUN en 2014. Le présent document fait la synthèse des travaux des neuf téléconférences.

1) COMMUNICATIONS ET PLAIDOYER POUR LE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION

Le thème de cette réunion était « communication et plaidoyer pour le renforcement de la nutrition ». Les points focaux SUN de gouvernements et d'autres participants issus des plateformes nationales multi-acteurs étaient invités à examiner les questions suivantes :

1. Existe-t-il une stratégie nationale de communication et de plaidoyer en matière de nutrition (C & A) ? Couvre-t-elle les mêmes questions que les plans nationaux de nutrition ?
2. Quelles sont les grandes priorités de communication et de plaidoyer en matière de nutrition au niveau national et sous-national ? Quelles interventions sont-elles jugées prioritaires ? Quelles sont les principales réalisations ? En quoi ces interventions contribuent-elles au renforcement de la nutrition ?
3. Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés dans la mise en œuvre des priorités nationales de communication et de plaidoyer en matière de nutrition ?
4. Comment faites-vous face à ces défis ? Avez-vous obtenu un soutien externe pour votre travail de communication et de plaidoyer en matière de nutrition ?

Résumé des débats

- *Élaboration de stratégies nationales pour la communication et le plaidoyer*

1. Les pays adoptent une approche stratégique lorsqu'ils prennent l'engagement de renforcer la nutrition, ainsi que lorsqu'ils partagent des informations sur les progrès réalisés et les enseignements tirés ;
2. Cette approche prend généralement en compte : la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication (SMAC) ;
3. L'approche différencie les intérêts de divers groupes :
 - a) en mobilisant les populations en faveur de la nutrition par un langage commun qui encourage les parties prenantes à s'approprier la question, être responsables, entreprendre des actions et contribuer à leur propre nutrition ;
 - b) en encourageant la recherche de nouveaux moyens d'agir en faveur de la nutrition au sein du gouvernement sur la base des quatre processus¹ de changement institutionnel ;
 - c) en stimulant la participation de multiples acteurs pour soutenir la mise en œuvre des plans nationaux pour une bonne nutrition de la population.
 - d) en plaidant auprès des décideurs identifiés pour des changements de politiques spécifiques qui contribuent à l'avancement des changements institutionnels, à la synergie dans la mise en œuvre par les différentes parties prenantes et à l'obtention de résultats concrets.
4. Les pays SUN se servent de divers moyens pour mener le plaidoyer, même s'ils se concentrent généralement sur :
 - a) la création d'un environnement politique propice à la nutrition, avec un leadership fort dans le pays, et des espaces communs (les plateformes multi-acteurs) où les parties prenantes peuvent débattre des priorités, aligner les interventions et se rendre mutuellement comptables de l'impact de celles-ci ;
 - b) un accord sur la meilleure façon de soutenir l'intensification des interventions qui ont prouvé leur efficacité. Il s'agira d'adopter des politiques et de voter des lois, d'en assurer la mise en œuvre et rendre compte des réalisations ;
 - c) le consensus sur les priorités et l'alignement des interventions sur des plans nationaux chiffrés et inclusifs de renforcement de la nutrition, assortis d'un cadre commun de résultats ;
 - d) l'augmentation de la disponibilité des ressources pour la mise en œuvre efficace, le suivi de l'utilisation de ces ressources et la présentation des réalisations.
5. L'approche suivie par les pays SUN met en évidence la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes au sein du Mouvement dans la mise en œuvre des stratégies SMAC. Participer sous-entend a) partager les expériences, b) diffuser les enseignements tirés, c) se soutenir mutuellement au fur et à mesure de la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement et d) démontrer de façon collective de l'impact réalisé. Le meilleur moyen d'y parvenir est de faciliter l'apprentissage, dans les pays et entre eux.
- ***Analyse des stratégies des pays du Mouvement SUN pour la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication***
- 6 La majorité des pays SUN ont élaboré ou sont en train d'élaborer des stratégies de communication en matière de nutrition. La portée et les spécificités de ces stratégies varient. La tendance actuelle consiste à utiliser le processus d'élaboration des stratégies SMAC pour :

¹ Voir les détails sur les 4 processus SUN en annexe

- i. harmoniser les initiatives prises en matière de SMAC sur les priorités des plans nationaux de nutrition.
- ii. recenser les activités des différentes parties prenantes et harmoniser les activités disparates.
- iii. aider les différentes parties prenantes à déployer leurs initiatives de façon intégrée afin d'optimiser leur impact.
- iv. mettre l'accent sur les priorités spécifiques qui doivent être ciblées (par exemple l'allaitement).

7 Les stratégies SMAC ont été élaborées et alignées sur les plans nationaux de nutrition dans 12 pays (Bénin, Éthiopie, Haïti, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Sri Lanka, Gambie, Vietnam et Yémen). Aujourd'hui, 20 pays révisent et/ou mettent à jour leurs stratégies afin de les rendre plus exhaustives et de les aligner sur les plans nationaux de nutrition.

8 Dans plusieurs pays SUN, l'élaboration de stratégies SMAC complètes a aidé à cartographier les activités des différentes parties prenantes, en mettant l'accent sur les priorités identifiées et l'harmonisation de leurs activités disparates. Plusieurs pays ont mis en évidence l'importance d'une stratégie harmonisée comme un point de départ essentiel (par exemple, l'Ouganda recherche une stratégie de « changement social » qui comprenne à la fois le plaidoyer, la communication pour le changement de comportement (BCC) et la mobilisation sociale).

9 Les stratégies SMAC exhaustives sont utilisées pour aider à aligner les initiatives des différentes parties prenantes et à mieux définir les rôles et responsabilités des différents groupes dans la mise en œuvre de ces stratégies.

10 Les stratégies SMAC aident les parties prenantes des pays à se concentrer sur des priorités spécifiques : Dans de nombreux pays, elles mettent en évidence des éléments spécifiques de plans et activités nationales de nutrition, en particulier, l'accent est mis sur le nourrisson et le jeune enfant, ainsi que sur la communication pour le changement de comportement (BCC)

- ***Expérience de mise en œuvre des stratégies SMAC : éléments clés***

11 Même message, une seule voix : Les stratégies SMAC sont particulièrement utiles lorsque les parties prenantes reconnaissent l'importance de parler d'une seule voix sur la nutrition. En effet, lorsque la plateforme nationale multi-acteurs est fonctionnelle et que ses membres désirent élaborer des messages communs et les exprimer clairement, on peut facilement y arriver. Étant donné que chaque pays concevra une « histoire sur la nutrition » à sa manière, en tenant compte de son contexte et de ses priorités spécifiques, plusieurs enseignements communs ont émergé.

12 Commencer par plaider pour la nécessité d'investir dans une bonne nutrition : De précieuses données sont de plus en plus disponibles sur les coûts économiques et sociaux de la malnutrition et les avantages d'une bonne nutrition des populations. Les sources de données sont :

- a) Les études sur le coût de la faim en Afrique (achevées ou en cours dans 11 pays : Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mauritanie, Sénégal, Swaziland, Ouganda, Zimbabwe).
- b) La méthodologie des profils (dans 7 pays : Cameroun, Éthiopie, Ghana, Mali, Nigeria, Tanzanie, Vietnam).
- c) La présentation multimédia du projet Renew (dans 2 pays : Nigeria, Kenya).
- d) Des méthodes spécifiques aux pays (par exemple le rapport d'analyse de la situation au Tadjikistan avec l'appui de la Banque mondiale et de l'UNICEF).

13 Diffusion de statistiques nutritionnelles de différents districts : Les rapports sur les données normalisées de nutrition de différents districts peut encourager les comparaisons et la concurrence entre les différents États, provinces, départements et districts ;

14 Utilisation des outils multimédias pour aider les parties prenantes concernées à analyser les problèmes de nutrition dans les différents groupes de moyens de subsistance, afin d'apprécier l'interaction entre les causes sous-jacentes dans ces groupes et trouver des solutions appropriées aux différents contextes. Ces outils sont utilisés avec succès pour plaider pour un plus grand engagement politique, l'accroissement des ressources et un plus grand intérêt pour la nutrition dans les pays SUN. Ils sont utilisés tant au niveau national et que local.

15 Envisager d'identifier et d'encourager les champions de la nutrition : Dans de nombreux pays SUN, les champions de la nutrition sont les principaux défenseurs de la nutrition. Ils ont été identifiés dans 15 pays (Bénin, Cameroun, Tchad, Guatemala, Indonésie, République kirghize, Malawi, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Pérou, Sri Lanka, Tanzanie et Gambie) et des efforts sont en cours pour identifier des champions en 10 autres pays. Il est largement admis qu'un leadership fort en matière de nutrition est un atout pour rallier le soutien et la compréhension nécessaires afin de réaliser l'impact. L'identification des champions donne à la nutrition un visage humain : de nombreux pays estiment qu'il s'agit d'un soutien utile pour les stratégies SMAC.

16 Trois types de champions de la nutrition se distinguent :

- a) Les politiciens et les parlementaires qui ont un intérêt particulier pour la nutrition et recherchent des occasions de soutenir les initiatives de renforcement. Plusieurs pays (en Afrique de l'ouest) ont créé des réseaux de parlementaires pour œuvrer pour une meilleure nutrition.
- b) Des personnalités de haut niveau telles que les grands sportifs adulés spécialement par les jeunes.
- c) Des personnalités reconnues par le public comme ayant joué un rôle exceptionnel dans la promotion de la nutrition.

• ***Stratégies SMAC à l'appui de la mobilisation communautaire et de l'action décentralisée par le gouvernement :***

17 Les dirigeants des pays SUN ont pris des engagements politiques de haut niveau en matière de nutrition et intensifient la mise en œuvre des actions de renforcement dans les communautés. L'objectif de la mobilisation sociale, du plaidoyer et de la communication est de plus en plus orienté vers les niveaux sous-nationaux (provinces et districts). Les parties prenantes au niveau des provinces, des districts et au niveau local ont été considérées par de nombreux pays comme le groupe à mobiliser en priorité, de manière à sensibiliser davantage les populations et à intensifier les interventions résultant en l'amélioration de la nutrition. Les objectifs liés à la mobilisation communautaire ont une incidence sur les moyens utilisés pour y parvenir. Ces objectifs sont entre autres : changer un comportement spécifique, sensibiliser sur une question précise, plaider pour une action particulière, ou demander des comptes. Les moyens utilisés dépendent également du contexte du pays. Différents moyens sont utilisés dans les pays SUN :

- a) Des campagnes telles que les journées de la santé de l'enfant sont souvent utilisées par les pays pour mettre la nutrition en évidence et promouvoir le changement de comportement
- b) Dans certains pays, les médias ont aidé à diffuser des messages et des connaissances sur la nutrition, quoique que cette méthode puisse être coûteuse

- c) Les chants, la danse, les vidéos, l'animation et d'autres outils multimédias ont été adoptés dans d'autres pays.
- d) Les associations mutuelles telles que les groupes d'agriculteurs, la Croix-Rouge, les associations de consommateurs et les organisations professionnelles peuvent jouer un rôle crucial dans la mobilisation des communautés. Les points focaux SUN des gouvernements ont souligné que la participation de la société civile peut soutenir considérablement les initiatives de mobilisation.

• ***Priorités pour les pays SUN à mesure qu'ils élaborent des stratégies SMAC : en quoi le Mouvement peut-il aider ?***

18 Les pays SUN ont identifié les défis suivants à relever dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication :

- a) le manque de financement, en particulier pour les composants coûteux tels que des campagnes médiatiques
- b) le manque de main d'œuvre qualifiée : le manque de capacités peut entraver la mise en œuvre de la stratégie
- c) le manque de données probantes sur lesquelles baser les messages de plaidoyer
 - i. la collecte des données est entravée par la diversité des langues et des cultures. Ainsi, les documents et autres stratégies doivent être traduits en plusieurs langues et adaptés aux différents groupes culturels
 - ii. le choix des stratégies est difficile du fait du manque d'informations sur l'impact de la SMAC

19 Les pays SUN sont à différents stades d'élaboration et de mise en œuvre de leurs stratégies SMAC. Toutefois, un certain nombre de priorités communes ont été identifiées :

- a) élaborer une stratégie globale et harmonisée alignée sur les plans nationaux de nutrition et soutenue par diverses parties prenantes,
- b) sensibiliser sur la nutrition de façon intersectorielle et dans tous les ministères,
- c) mobiliser les ressources humaines et financières de manière à accélérer l'élaboration des stratégies SMAC pour renforcer la nutrition, et
- d) concevoir des méthodes fiables permettant de mesurer l'impact des stratégies SMAC.

20 Les débats de cette 13^e réunion des réseaux des points focaux des gouvernements du Mouvement SUN ont mis en évidence l'importance des stratégies SMAC dans les initiatives nationales de renforcement de la nutrition, et montré les méthodes de mise en œuvre des stratégies SMAC qui ont, jusqu'à présent, donné de meilleurs résultats au niveau national.

21 Une contribution essentielle du Mouvement consiste à aider à connecter les initiatives relatives aux stratégies SMAC entre les pays et à consolider les expériences utiles qui peuvent aider les pays à être plus efficaces et à optimiser l'impact.

22 Cette année, le Secrétariat encourage la création d'un Groupe d'experts (COP) des questions de mobilisation sociale, du plaidoyer et de la communication, regroupant les points focaux et les membres de plateformes multi-acteurs des pays SUN, ainsi que leurs partisans issus des réseaux du Mouvement SUN. Il encourage l'échange d'expériences et de savoir-faire, ainsi que l'évaluation collective de la meilleure façon de s'assurer que les initiatives relatives aux stratégies SMAC produisent impact plus grand et plus durable.

2) AVANCÉES RÉALISÉES PAR LES PAYS :

Les pays ont fait une mise à jour rapide des progrès réalisés lors des deux derniers mois au regard des 4 processus du Mouvement SUN. Voir les tableaux présentant les avancées de chaque pays ainsi que les minutes de la conférence téléphonique pour plus de détails.

PROCESSUS 1

- **Lancement SUN ou événement de haut niveau mettant l'accent sur la nutrition :**

Au *Tadjikistan*, les préparations du lancement officiel du Mouvement SUN qui aura lieu en Mai 2014 sont en cours. Au *Chad*, un forum national sur la nutrition est en cours d'organisation. Au *Kenya*, un forum de la nutrition présidé par le Premier Ministre établira la contribution de chaque secteur dans le domaine de la nutrition. En *Sierra Leone*, le vice-président du parlement et les donateurs ont organisé une journée de réflexion sur les moyens de pousser les plans de mise en œuvre de la nutrition et la sécurité alimentaire. En *Guinée Conakry*, les Etats généraux de la santé sont en préparation et la nutrition a été intégrée dans les diverses commissions techniques liées. Au *Niger*, une conférence sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe est prévue.

- **Réseau des Nations Unies, Initiative REACH:**

En *Mauritanie*, un facilitateur national REACH a été recruté. Au *Niger*, les coordinateurs REACH ont été mis en place au niveau des Régions.

- **Engagement de la société civile dans les plates-formes multi-acteurs SUN :**

- Au *Mali*, la plateforme de la société civile vient d'être lancée. Au *Cameroun*, les termes de référence de la plateforme de la société civile présidée par Hellen Keller International ont été validés et elle se penche sur le cadre de suivi évaluation et son programme de travail.

- Au *Laos, Sri Lanka, au Salvador et au Pérou*, les alliances de la société civile (ASC) sont en cours d'élaboration. Au *Népal*, les termes de référence de l'ASC qui comprend 9 ONG ont été achevés et elle travaille désormais à son plan d'action. Au *Kenya*, l'ASC a mis en place son comité directeur, composé de 3 ONG nationales sur 7, qui va recruter un coordinateur afin de cartographier les acteurs et les actions de la société civile à différents niveaux. Au *Zimbabwe*, l'ASC a également mis en place son comité de gestion, composé de 8 ONG (inter)nationales qui travaille sur le plan d'action et qui va recruter un coordinateur ;

- Le *Bangladesh* prévoit d'ouvrir la participation de la plateforme de la société civile aux associations de défense des droits de l'homme et aux groupes académiques.

- **Engagement du secteur privé dans les plates-formes multi-acteurs :**

- A *Madagascar*, la mise en place de la plateforme du secteur privé est en cours : les contacts pertinents ont été pris et la chambre de commerce a été identifiée comme un point focal potentiel. Au *Niger*, la plateforme du secteur privé est en réflexion: des contacts avec les futurs membres ont été pris et un leader potentiel identifié (la Société de Transformation Alimentaire). Au *Népal*, la plateforme du secteur privé est en cours de création. Au *Malawi*, une réunion est prévue fin Mars pour discuter des modalités de la création d'un réseau du secteur privé. Le *Mozambique* a reçu une demande du secteur privé afin de participer aux groupes techniques de la plateforme et travaille avec GAIN sur cela. Au *Sénégal*, l'Unicef aide à l'élaboration d'une plateforme relative aux sociétés d'affaire.

- Au *Sri Lanka*, des collaborations sont recherchées avec le secteur privé en écartant dans un premier temps les entreprises actives en matière de nutrition (sont privilégiées les entreprises spécialistes des télécommunications...).

- Au *Kirghizstan*, une rencontre avec les producteurs de sel iodé a eu lieu au début Mars. L'état indien du *Maharashtra* a tenu une réunion avec la société de gynécologues et des obstétriques.

• **Engagement du secteur académique dans les plates-formes multi-acteurs :**

- Au *Népal*, La plateforme du secteur académique est en cours de création. Au *Malawi*, une réunion est prévue fin mars pour discuter des modalités de la création d'un réseau du monde académique. Au *Sénégal*, les termes de référence pour la création de deux plateformes (des techniciens et des scientifiques) sont en cours de rédaction. Au *Niger*, la plateforme académique formalisée a commencé ses activités et souhaite échanger avec d'autres plateformes d'autres pays. 4 masters orientés vers la nutrition ont également été créés;

- Au *Ghana*, le réseau académique a dispensé des formations sur la recherche des preuves en matière de nutrition.

- L'état indien du *Maharashtra* est en lien avec les universités et les académies. NB : L'université d'Harvard a conduit une étude de cas sur le Maharashtra et la nutrition.

• **Engagement des parlementaires dans les plates-formes multi-acteurs :**

- Au *Chad*, le réseau de parlementaires a été formellement reconnu par le président et poursuit ses voyages de sensibilisation dans plusieurs régions. Au *Benin*, le président de l'assemblée nationale a donné son accord pour la création d'un groupe de parlementaires mobilisés sur la nutrition, qui reste à finaliser. En *République Démocratique du Congo*, World Vision soutient la création d'un réseau de parlementaires ;

• **Amener tous les secteurs dans la plateforme multisectorielle et renforcer les organes chargés la coordination des efforts nationaux de renforcement de la nutrition :**

- En *Côte d'Ivoire*, un décret formalise la plateforme en un Conseil National de la Nutrition validé par le premier ministre. Au *Burundi*, le cadre légal de la plateforme multisectorielle a été finalisé et transmis au Conseil des Ministres et 10 groupes techniques de travail assortis de points focaux ont été mis en place. En *Indonésie*, 6 groupes de travail ont été établis au sein du groupe technique. Le *Bangladesh* a développé les termes de référence d'un comité directeur présidé par le ministère de la santé et rédige les termes de référence pour les autres ministères concernés. Un point focal technique additionnel a également été nommé. Au *Népal*, la réunion du comité de coordination sur la sécurité alimentaire et la nutrition planifiée le 20 Avril afin de discuter de son futur. En *Zambie*, la commission nationale sur l'alimentation et la nutrition a voté le principe d'une révision de l'acte la constituant afin de renforcer entre autres, la coordination effective. Au *Mali*, les organes de la politique de nutrition se mettent place (conseil national de nutrition, comité technique interministériel, secrétariat permanent). Au *Chad*, Le décret formalisant la plateforme multisectorielle en un Conseil National de Nutrition et d'Alimentation, a été présenté au gouvernement.

- Au *Congo-Brazzaville*, la plateforme gouvernementale est en cours d'élaboration et implique de nouveaux ministères compétents autour de la question nutritionnelle. En *Mauritanie*, le nombre de secteurs participant au conseil national du traitement de la nutrition va être réduit de 18 à 5 afin de redynamiser le fonctionnement. A *Haïti*, de nouveaux acteurs ont été intégrés à la Plateforme multisectorielle. Au *Burkina Faso*, un atelier national sur la malnutrition chronique est prévu début mai ou il est question de la création d'une nouvelle plateforme. Au *Laos*, l'une des priorités en 2014 est de renforcer la coordination. Au *Kenya*, une réunion de haut niveau aura lieu afin d'étudier les modalités de coordination des réseaux SUN qui sont actifs à l'échelle pays (donateurs, société civile et Nations Unies).

- A *Madagascar*, les membres de la plateforme ont reçu une formation. Le *Ghana* planifie une visite

d'apprentissage au Rwanda la 3^e semaine d'avril afin de renforcer la nutrition dans le secteur agricole, suivi d'un atelier de restitution des connaissances pour la société civile soutenu par REACH. En *Namibie*, un atelier sur l'hygiène communautaire montrera les liens entre nutrition et l'hygiène.

- **Amélioration de la coordination et de l'alignement des donateurs :**

- Au *Congo-Brazzaville*, la rédaction du Cadre des Actions de Développement de l'ONU (UNDAF) en cours va permettre d'intégrer la nutrition et d'aligner les acteurs autour de ces objectifs spécifiques. L'unité de planification qui regroupe société civile, gouvernement et ONU au sein du ministère de la planification est très utile pour aligner les acteurs. Au *Sénégal*, une première rencontre entre les donateurs et les Nations unies a eu lieu le 6 mars afin de discuter les termes de référence d'une plateforme commune et d'objectifs communs. Au *Laos*, un réseau des donateurs pays a été établi, issu du groupe principal des donateurs du développement. Au *Burundi*, un groupe de 6 agences de l'ONU a été formé pour coordonner leurs actions.

- Au *Chad*, AGIR prend forme et créera un comité d'action pour la gestion de la sécurité alimentaire et des catastrophes. Au *Mali*, un comité de dialogue inclusif a été créé entre les équipes SUN et les équipes AGIR afin d'identifier les synergies dans les projets.

- **Décentralisation des plateformes:**

En *Sierra Leone*, les points focaux au niveau des districts de la plateforme société civile ont été identifiés. En *Namibie*, les comités de coordination du développement au niveau des régions (sous la responsabilité des gouverneurs) planifient des événements sur la nutrition. En *Zambie*, des comités de coordination de nutrition ont été installés dans une partie des districts et des provinces et le reste devrait suivre pour la seconde moitié de l'année 2014.

PROCESSUS 2

- **Bilan de la législation et des actifs nationaux de la nutrition:**

- En *Tanzanie*, le 1^{er} jet de la politique nationale de nutrition présenté aux parties prenantes pour commentaires permettra de revoir la stratégie de nationale de nutrition et son plan de mise en œuvre. Au *Kenya*, le plan de développement de la santé 2013-2014 inclue la nutrition. En *Sierra Leone*, les conclusions de la révision des plans nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition seront compilées en avril et transmises pour action au comité directeur de la présidence. Au *Zimbabwe*, la révision de la politique de surveillance nationale en nutrition vise à inclure une approche multisectorielle. Au *Kirghizstan*, le programme national sur la sécurité alimentaire préparé par le ministre de la santé va être soumis au gouvernement. Les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition sont combinés afin d'intégrer pleinement la nutrition. Au *Cameroun*, la stratégie nationale de nutrition sera rédigée la 1^{ere} semaine de mai. Au *Sénégal*, la note de révision de la politique nutritionnelle a été validée, sa mise en œuvre sera assurée par le Ministère du plan. Au *Laos*, l'UNICEF, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et Save the Children ont soutenu la révision de la législation sur la nutrition et la définition des aires requérant un soutien additionnel. La révision de la politique sur la sécurité alimentaire est une fenêtre d'opportunité pour la rendre sensible à la nutrition. En *Zambie*, le ministre de l'agriculture qui veille actuellement à la révision des politiques agricoles a été briefé sur le besoin de les rendre sensibles à la nutrition et tous les plans gouvernementaux sont en train d'être réalignés selon les stratégies d'alimentation et de nutrition. Au *Pakistan*, le programme de nutrition national inclue des interventions indirectes soucieuses de la nutrition et est financé par la Banque Mondiale et le gouvernement. De même, le programme agricole inclue des interventions indirectes soucieuses de la nutrition et est financé à hauteur de 70%. Au *Tadjikistan*, un

programme conjoint des Ministères de la santé et de l'agriculture a été approuvé par le gouvernement. Au *Vietnam*, un plan national de nutrition à cinq ans et son plan d'action correspondant ont été approuvés par le gouvernement. La malnutrition infantile est un indicateur important des plans de développement économique aux échelons provincial et régional. Au *Bangladesh*, la stratégie nationale de nutrition a été partagée avec les membres de la MSP et leurs commentaires seront incorporés afin de faire le 1^{er} jet final d'ici un mois. En *Côte d'Ivoire*, les termes de référence de la Politique Nationale de Nutrition ont été partagés avec les partenaires et le secrétariat du mouvement Sun et seront discutés le 22 avril prochain.

- Au *Zimbabwe*, la loi sur l'Amélioration des Pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du jeune enfant a été soumise aux autorités pour approbation ; les politiques de fortification alimentaire sont en cours ; Au *Kirghizstan*, une loi sur la fortification de la farine sera soumise en avril. En *Guinée Conakry*, un projet de loi prévoyant la commercialisation des substituts au lait maternel sera déposé en avril. Au *Vietnam*, une loi sur la protection de l'allaitement maternel comprenant un volet régulant la publicité des produits et un sur le congé maternel est en préparation. En *République démocratique du Congo*, UNICEF élabore une stratégie pour l'alimentation scolaire qui incorpore la nutrition. La nutrition a aussi été incluse dans les programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose (2014-2017) ; Au *Cameroun* les ministres de l'Agriculture et de l'Education ont promis d'intégration de la nutrition à l'alimentation scolaire et aux filières agricoles. A *Haïti*, un consultant engagé par SPRING va travailler à l'augmentation de la production nationale et à l'inclusion de la nutrition dans les programmes sociaux. En *Zambie*, Grace au travail des parlementaires, la législation sur les droits sociaux est en train d'être mise à jour afin d'y inclure la nutrition. Au *Niger*, le plan de soutien aux populations vulnérables qui inclue la nutrition a été validé en février 2014 ; Grâce au soutien de l'OMS, *le Laos* travaille sur la nutrition dans les maladies non transmissibles, dans ses aspects de prévention et de traitement (résoudre le double fardeau de la malnutrition). Le Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du *Salvador* travaille avec le Secrétariat du Développement Territorial pour développer une stratégie conjointe. Au *Vietnam*, la malnutrition infantile est un indicateur important des plans de développement économique aux échelons provincial et régional.

PROCESSUS 3

- **Systèmes d'information :**

- Au *Chad*, un système d'information sur la sécurité alimentaire qui harmonise les outils de collecte est mis en place et le ministère de la santé a proposé de faire une cartographie nutritionnelle régulière pour prévenir les crises. Au *Burundi*, des discussions sont en cours pour améliorer la collecte et l'analyse des données en sécurité alimentaire et nutrition. Au *Népal*, le cadre de suivi et d'évaluation du plan multisectoriel de nutrition est en cours de révision afin de prioriser les indicateurs. Au *Sri Lanka*, les ministères ont désormais des indicateurs communs dans le cadre du suivi-évaluation, afin de faciliter l'analyse commune des informations recueillies. Le projet de l'UNICEF sur le système de suivi et d'évaluation dans deux districts va être étendu à tous les districts au vu des bons résultats. Au *Mozambique*, des indicateurs intersectoriels sont collectés afin de mesurer la contribution de chaque secteur sur la nutrition, ce qui nourrira la rédaction du cadre de suivi de la mise en œuvre du plan, avec le soutien de REACH.

- Au *Benin*, les résultats de l'Enquête Démographique Santé (EDS) ont été disséminés, et ceux de l'enquête à indicateurs multiples (MICS) sont en cours de l'être. A *Haïti*, les indicateurs de nutrition ont été intégrés au paquet de suivi et d'évaluation du ministère de la santé et 2 enquêtes nutritionnelles seront réalisées prochainement. Au *Zimbabwe*, 4 provinces et leurs districts ont été formés à l'utilisation de la méthodologie SMART avant d'effectuer elles-mêmes une mini enquête nutritionnelle.

- **Développement de cadres communs de résultats :**

- Au *Burkina Faso*, un atelier national sur la malnutrition chronique sera organisé début mai afin élaborer un cadre de résultats communs. En *Zambie*, un consultant travaille au développement d'un plan stratégique de suivi et d'évaluation global pour l'alimentation et la nutrition. En *Guinée Conakry*, la politique multisectorielle de nutrition et son plan d'action sont en cours de finalisation. Au *Burundi*, le plan multisectoriel de la nutrition révisé a été finalisé. Au *Congo-Brazzaville*, le plan multisectoriel de lutte contre la malnutrition a été validé et le plan stratégique sera opérationnalisé. En *Mauritanie*, le plan intersectoriel pour la nutrition et son plan de mise à l'échelle sont en cours d'élaboration. Au *Sénégal*, l'Unicef recrute un consultant pour l'élaborer le plan stratégique de nutrition qui sera assorti de résultats communs; Au *Sri Lanka*, le plan multisectoriel de la nutrition a été lancé. L'UNICEF a recruté un consultant pour élaborer le plan stratégique nutritionnel ;

- Au *Laos*, des rencontres ont été organisées avec les parties prenantes pour rationaliser et opérationnaliser les plans nationaux de nutrition et de sécurité alimentaire. Un plan d'action de convergence nationale est en cours d'élaboration (les Nations Unies ont proposé une aide technique) et prévoit la cartographie de divers acteurs chargés de sa mise en œuvre. Le *Népal* procède à la cartographie des intervenants et des interventions de la nutrition aux niveaux des districts.

- **Décentralisation des plans nationaux au niveau provincial :**

- En *Guinée Conakry*, les termes de référence sont en cours d'élaboration afin de décentraliser les groupes nutrition au niveau des régions et préfectures. Au *Népal*, 6 plans multisectoriels de district auxquels ont participé la société civile et les partenaires du développement, sont prêts. Au *Laos*, le plan d'action est mis en œuvre au niveau sous national.

- Au *Kenya*, des bureaux de coordination de la nutrition ont été créés dans plusieurs collectivités au niveau régional dont le personnel a été certifié après une formation conjointe des ministères de l'agriculture et de la santé (il reste 14 régions à doter). A *Madagascar*, des comités techniques et financiers et des comités de nutrition ont été créés aux niveaux centraux et régionaux et il reste à mettre en place les groupes régionaux de suivi-évaluation.

- Au *Tadjikistan*, un programme conjoint des Ministères de la santé et de l'agriculture sera mis en œuvre dans 14 districts à partir de mai 2014. A *Haïti*, Un nouveau projet d'ACF, USAID, CARE et du PAM sur la réduction de l'insécurité alimentaire et de réduction de pauvreté a une forte composante nutrition.

- L'état indien du *Maharashtra* va organiser une formation pour les agents d'agriculture du ministère correspondant par vidéoconférence, afin de les briefer sur la préparation des plans de nutrition des villages. Maharashtra recherche aussi un modèle permettant d'organiser au mieux des groupes de femmes effectifs au niveau des villages. A *Haïti*, un atelier de formation pour les points focaux nutrition des départements a eu lieu.

- En *Guinée Conakry*, le PAM a recruté un consultant pour le Ministère de la santé, qui finalisera le programme de mise en œuvre du plan en avril. A *Haïti*, un deuxième hôpital ami des bébés a été certifié et la première communauté des bébés est prévue en avril. *El Salvador* met en œuvre le Plan Opérationnel des plans départementaux, avec une approche multisectorielle.

- **Budgétisation**

- Au *Sénégal*, le cout des interventions prévues par le plan stratégique de nutrition sera bientôt finalisé. En *Zambie*, la Banque Mondiale et le Food and Nutrition Committee travaillent sur un plan de budgétisation qui sera finalisé en juin. Au *Mali*, la discussion sur la budgétisation avec les ministères concernés se tiendra début avril et permettra de dégager une ligne budgétaire du gouvernement. Au *Ghana*, le réseau académique

organisera une conférence en juillet comparant objectifs nationaux en matière de nutrition et budgets alloués.

Au *Laos*, le plan d'action de convergence national sera budgétisé et présenté à la table ronde de la réunion de mobilisation des fonds de novembre. Au *Chad*, MQSUN a répondu à la demande d'appui pour la budgétisation du plan de la nutrition. Au *Cameroun*, la proposition de réponse à la requête relative à la budgétisation formulée par MQSUN a été bien reçue. Un atelier sera organisé pour évaluer le coût d'un passage à l'échelle relatifs aux communications pour l'allaitement maternel, les carences en zinc et vitamine A. La *Mauritanie* a bien reçu la proposition de réponse à la requête relative à la budgétisation. Le *Guatemala* est en train de débloquer des ressources financières pour des interventions prioritaires du Programme Faim Zéro, avec la contribution des secrétariats des différents ministères de la Santé, l'Agriculture, le Développement, etc. Le *Laos* cartographie les projets et activités existantes afin d'estimer les budgets alloués et les besoins de financement restant.

- **Actions de plaidoyer et communications**

Au *Cameroun*, la caravane de sensibilisation a permis d'obtenir l'engagement de plusieurs acteurs (un document sera partagé avec le SUN pour le détail) ; Au *Sri Lanka*, le ministère de la santé a lancé le mois de la nutrition en juin. Une campagne de masse associera le gouvernement et au moins deux familles de médias doit être organisée prochainement. En *Guinée-Conakry*, Un projet mené avec le PAM sur les 1000 premiers jours a lieu dans le cadre de la malnutrition chronique.

PROCESSUS 4

- **Suivi financier et mobilisation des ressources :**

Suivi financier et plaidoyer

- Au *Bangladesh*, les ministères de la santé et le programme de développement du secteur de la nutrition ont des mécanismes solides de suivi des investissements. Le ministère de l'alimentation a un mécanisme de suivi du plan d'investissement avec un suivi des dépenses faites. En *Tanzanie*, la revue des dépenses publiques qui permettra une note de politique et un plan d'action est quasiment achevée. En *Côte d'Ivoire*, un projet commun entre le gouvernement et l'OMS de réaliser les sous comptes nationaux de la nutrition est envisagé.

- Au *Sénégal*, une série d'études économiques et analyses financières sur la nutrition servira à créer une base de données. Au *Zimbabwe*, le réseau des nations unies évalue l'impact économique de la malnutrition (PAM soutien une étude sur le coût de la fin en 2014) et développe un système de suivi des financements.

- Au *Burundi*, un effort de catégorisation des donateurs en 5 groupes a été réalisé et servira de base à un atelier de plaidoyer fin avril.

- En *Sierra Leone*, pour la première fois, les ministères de la santé et de l'agriculture ont des lignes nationales dédiées à la nutrition. En *Guinée Conakry*, les lettres de mission de chaque ministère compétent comprennent la mise en place d'une ligne budgétaire dédiée à la nutrition et l'UE a ouvert une ligne nutrition dans le cadre de ses programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire. Au *Niger*, la ligne budgétaire du Gouvernement pour la nutrition passe de 500 millions de FCFA en 2013 à 580 millions pour 2014 (achat de matériel médical). Au *Laos*, le ministère de la santé a revu son budget afin de dégager des ressources pour la nutrition en 2014. En *Zambie*, le fond pour la nutrition est opérationnel : 4 ministères de tutelle et le NFCN signeront le mois prochains des crédits pour les ministères de tutelle ; En mai, les demandes de subventions déposées par 9 ONG seront débloquées si elles sont approuvées. Au *Sri Lanka*, les ministères

concernés par le plan multisectoriel de nutrition sont tous dotés de lignes budgétaires spécifiques grâce à une mise en commun des ressources (partenariats publics-privés, dotations issues des fonds provinciaux...). Au *Cameroun*, les parlementaires font du lobbying pour l'ajout d'une ligne budgétaire dédiée, qui répond à la promesse faite par le gouvernement à Philippe Douste-Blazy lors de son dernier voyage. Une réponse est attendue du secrétariat de la présidence suite au rapport détaillant les actions prioritaires et la mobilisation nécessaire des ressources soumis la semaine dernière. Le *Guatemala* a développé un système de suivi financier qui retrace l'exécution financière des interventions du Programme Faim Zéro et identifier les manquements de manière mensuelle. Le système trace les contributions des institutions gouvernementales, des bailleurs des fonds et des agences des Nations Unies.

Nouveaux financements extérieurs

L'état indien du *Maharashtra* a favorisé la signature d'un Mémorandum of Understanding entre le secteur privé et le gouvernement pour dédier des ressources spécifiques pour la nutrition. Des entreprises ont adopté des communautés tribales et promis des plans de financement sur 5 ans. Le ministère des communautés tribales a aussi été contacté pour allouer des ressources. Des demandes de dotation ont également été effectuées pour les districts particulièrement vulnérables. Au *Kirghizstan*, l'UNICEF, la FAO et le PAM ont accepté de financer le programme national de sécurité alimentaire. Une feuille de route avec les déficits de financement va être présentée aux bailleurs. A *Madagascar*, un accord de financement du Japon a été obtenu, de deux millions de dollars pour le financement de bassins versants et travaux d'irrigation. 65 millions de dollars de prêts obtenus auprès de la banque mondiale pour la sécurité alimentaire et la protection sociale. A *Haïti*, les financements Unicef ont permis d'augmenter la production de sel iodé et sa disponibilité. Au *Benin*, l'assemblée nationale a approuvé un prêt de 10 millions de FCFA contracté auprès de la banque mondiale ; Au *Laos*, les donateurs et les ONG ont bien répondu aux sollicitations du gouvernement et étendent leur soutien à de nouveaux districts. Au *Tadjikistan*, un programme conjoint des ministères de la sante est de l'agriculture est financé par le Japon et la Banque Mondiale. Au *Pakistan*, le programme agricole inclue des interventions indirectes soucieuses de la nutrition est financé à hauteur de 70%.

3) Information sur les priorités du Secrétariat du Mouvement SUN en 2014 :

Les priorités mentionnées par le Secrétariat sont :

a) Suivre les progrès accomplis dans les pays du Mouvement SUN 2013-14 : Les plateformes multi-acteurs des pays SUN sont invitées à organiser des ateliers de suivi au début du mois de mai et à procéder de manière structurée à des auto-évaluations. Les rapports doivent être envoyés au Secrétariat avant le 16 mai aux fins de consolidation et d'intégration dans le Rapport d'activités du Mouvement SUN 2014 qui doit être achevé d'ici la fin du mois de juin. Il doit être examiné par le Groupe principal en septembre 2014 et présenté à la rencontre mondiale du Mouvement SUN prévue pour novembre 2014.

b) Aider les pays SUN à prévenir et à gérer les conflits d'intérêt au sein des plateformes multi-acteurs et pendant la mise en œuvre. A cet effet, une note de référence et une boîte à outils ont été produits à la suite des consultations organisées par l'Observatoire social mondial. Ces documents sont actuellement en cours d'évaluation en contexte de pays (évaluation terminée pour le Ghana, devant être suivie par celle du Kenya, ensuite, El Salvador et enfin, de l'Indonésie).

c) La deuxième Conférence internationale sur la nutrition aura lieu à Rome du 19 au 21 novembre et sera précédée par la prochaine rencontre mondiale du Mouvement SUN (16 au 18 novembre).

d) La cinquième réunion du Groupe principal du Mouvement SUN a eu lieu le 15 avril par téléconférence : elle a soutenu les travaux effectués par le Secrétariat en vue de la création du Groupe d'experts au sein du Mouvement et a approuvé les termes de référence pour une évaluation complète et indépendante du Mouvement devant être terminée vers décembre 2014 et être suivie des Perspectives d'avenir du Mouvement. Le rapport préparé pour le Groupe principal [État du Mouvement SUN, avril 2014) est disponible sur le site Web du Mouvement à l'adresse suivante :

<http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/04/140417-State-of-the-SUN-Movement-Progress-Report-ENG.pdf>

Le Secrétariat transmettra une note relative à la Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et la rencontre mondiale du Mouvement SUN 2014 sous peu : Elle comprendra des renseignements sur la façon dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle est traitée au sein du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable qui œuvre à New York et qui présentera ses recommandations (sur les objectifs, les objectifs-cibles, les moyens de mise en œuvre, le suivi et le rôle du système des Nations unies) pour examen et approbation éventuelle par tous les États membres avant la fin de 2015. On gagnerait à s'assurer que les résultats de la CIN 2 (soutenue par la rencontre mondiale du Mouvement SUN) contribuent aux travaux sur la nutrition dans le cadre du programme de développement après 2015 et vice-versa.

ANNEXE : les quatre processus stratégiques du mouvement SUN

Au cours des conférences téléphoniques, les points focaux des gouvernements partagent leurs expériences en matière de promotion des initiatives nationales relatives à la nutrition, examinant les quatre processus SUN définis dans la stratégie de renforcement de la nutrition, lesquels indiquent le stade de préparation d'un pays. Quatre indicateurs découlent de ces quatre processus et ont fait l'objet d'un accord avec le Secrétariat du Mouvement SUN.

Processus 1 : Amener les parties prenantes dans un espace commun pour agir :

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour regrouper les parties prenantes dans une plate-forme multi-acteurs (MSP) afin qu'elles alignent leurs activités sur les politiques et plans nationaux et prennent des décisions communes en vue d'agir. La plateforme multi-acteurs est convoquée par un organisme gouvernemental avec un mandat multisectoriel, capable de faire participer les ministères techniques et les partenaires clés de la société civile, les donateurs, le secteur privé, les agences du système des Nations unies et les universités.

Processus 2 : Veiller à la mise en place d'un cadre d'orientation et d'un cadre juridique cohérents

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour créer un environnement juridique et un cadre politique propice à l'action en matière de nutrition et où la priorité est accordée à celle-ci. Un tel cadre juridique découle de l'existence de la législation relative à la nutrition. En outre, un environnement propice à la nutrition découle de l'existence de politiques, de stratégies et de plans spécifiques à la nutrition, ainsi que de politiques contribuant à la nutrition à jour dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, etc.

Processus 3 : Aligner les interventions sur un cadre commun de résultats

Ce processus décrit l'alignement progressif des programmes sur des objectifs communs présentés dans un cadre commun de résultats (CRF), tant pour les interventions spécifiques à la nutrition que pour les programmes contribuant à la nutrition dans d'autres secteurs. Le CRF est basé sur un consensus entre le gouvernement et les partenaires non gouvernementaux (donateurs bilatéraux, Nations unies, organisations de la société civile, etc.) relatif à la contribution que chaque acteur peut apporter pour améliorer les résultats en matière de nutrition. Le CRF permet d'aligner les stratégies et les programmes existants et s'appuie sur des objectifs, des indicateurs et des moyens de vérification pertinents.

Processus 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources

Ce processus met l'accent sur les changements progressifs nécessaires pour s'assurer que les programmes sont clairement chiffrés, les lacunes sont identifiées et les ressources intérieures et extérieures sont mobilisées et suivies.